



Actualités : ALGÉRIE HORIZON 2020
L'initiative NABNI présente ses propositions

Cinquante ans après le recouvrement de son indépendance, quel bilan fait-on pour l'Algérie et quelle perspective à l'horizon 2020 ? L'initiative Nabni (Notre Algérie Bâtie sur de Nouvelles Idées) a tenté hier, lors d'une conférence-débat organisée à la salle Cosmos de Riadh El Feth, de répondre à ces deux interrogations.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon les conférenciers, «cette initiative n'est ni une contribution académique, ni un manifeste politique». Il s'agit plutôt, ajoute la même source, «d'un produit d'une réflexion de jeunes Algériens et Algériennes qui ont décidé d'apporter, en toute humilité, leur énergie et leur expérience pour faire émerger de nouvelles idées et une réflexion originale sur le devenir de leur pays, notamment sur les plans social, économique et en matière de gouvernance des institutions, qui affectent le quotidien des citoyens». Ainsi, au moins cinq secteurs ont été évoqués et débattus par les différents intervenants, à savoir «l'économie, l'éducation, la santé, le vivre-ensemble et la gouvernance ». Dans le domaine économique, l'on juge qu'il est «impératif d'engager l'Etat dans la voie de l'indépendance budgétaire vis-à-vis de la rente en inscrivant dans la Constitution les plafonds d'allocation de la fiscalité pétrolière au budget, soit 50% en 2020, 20% en 2030 et 0% en 2035, et en réorientant les surplus vers les investissements d'avenir via un fonds souverain. Les animateurs de l'initiative Nabni plaident notamment pour une «augmentation du PIB hors hydrocarbures de plus de 65% d'ici 2020 et pour le doublement de ce dernier d'ici 2023, correspondant à un taux de croissance moyen hors-hydrocarbures de 6% par an à partir de 2015 et de 7,5% à partir de 2020, une part des exportations hors-hydrocarbures proche de 4% en 2020, 9% en 2025 et 20% en 2030, un taux d'investissement privé qui atteint 20% du PIB en 2020 (contre moins de 10% en 2012), un taux de chômage de 8% en 2020 (15% pour les diplômés de moins de 30 ans) et un taux d'emploi qui atteint 60% (dont 40% de taux d'emploi des femmes), ou encore un climat des affaires de classe mondiale en 2020, soit être parmi les 50 meilleurs mondiaux». «Dès le lancement des travaux d'Algérie 2020, nous avons utilisé l'image du Titanic, ce magnifique paquebot qui, malgré toute sa puissance, a sombré il y a exactement un siècle au contact d'un iceberg qu'il n'a pu éviter faute d'avoir entamé son virage à temps. Le navire avait amorcé son virage dix minutes après, et son inertie l'a empêché de changer de direction suffisamment vite. Cette image du Titanic nous permet de souligner la nature du virage que notre pays doit amorcer d'urgence», explique-t-on. L'initiative Nabni ajoute, par ailleurs, que, dans tous les domaines, «que ce soit l'économie, l'éducation, la santé, ou la gouvernance publique, notre pays est à la traîne comparé à d'autres pays à revenu intermédiaire». Le secteur de l'éducation souffre d'une inefficacité criante et d'une faible qualité. Le coût d'un diplômé atteint plus de 500% du PIB par habitant, alors qu'il n'est «que de 200% en Tunisie et 180% en Égypte, par exemple». La solution ? Pour les animateurs de l'initiative Nabni, il est urgent de «rompre avec la rente, de rendre le climat des affaires attractif, de concentrer les politiques économiques sur la diversification et instituer la gouvernance économique ». Selon Zoubir Benhamouche, membre du comité de pilotage du réseau Nabni, «rien n'est possible sans changement politique préalable ». Et d'ajouter : «L'émergence d'une autre gouvernance capable de développer l'Algérie est l'affaire de tous les

Algériens. La gouvernance est le thème central de notre rapport, et on a un certain nombre de propositions pour changer radicalement le cadre. Nous, nous voulons rompre avec le fatalisme ambiant, avec la déresponsabilisation collective. Tout le monde regarde ce problème de gouvernance comme une fatalité, quelque chose qui ne peut changer que par miracle. On dit non. La clé du changement réside aussi en chacun de nous. On peut tous, à notre niveau, changer nos comportements pour faire émerger de nouvelles règles dans notre société. Des exemples concrets sont donnés dans notre rapport.»

A. B.

Source de cet article :

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2013/01/27/article.php?sid=144429&cid=2>